

Tweet







Du danger de la synthèse molle

Les députés socialistes creusent sans vraiment le vouloir un fossé irrémédiable avec le Français "entrepreneur"

Et maintenant, la fronde des patrons



Geoffroy Roux de Bézieux, vice-président du Medef : "on est très loin de ce qu'il faut faire"

Par Jean-Michel Lamy

L'économie réelle est dans la rue. Ce sera le 1er décembre, à l'appel de la quasi-totalité des organisations patronales. Du spontanéisme, diront certains : la "base" en a ras le bol de la taxe quotidienne supplémentaire et de l'accumulation de normes en tout genre qu'adopte à la volée l'Assemblée nationale. Les députés socialistes, qui arborent tous dans leur tête le pin's "c'est juste", sont en train de creuser sans vraiment le vouloir un fossé irrémédiable avec le Français "entrepreneur". Qu'est-ce qui cloche, puisque ce gouvernement aime l'entreprise ?

Tout, a-t-on envie de répondre. Du syndrome de l'idéologie punitive pour les "riches" propre à la majorité socialiste, au trait présidentiel si révélateur "C'est l'État qui paie". C'était lors de l'interview télévisée de mi-mandat de François Hollande. "On est très loin de ce qu'il faut faire", commentait à l'issue de la prestation Geoffroy Roux de Bézieux, vice-président du Medef. Pourtant, le chef de l'État ne ménage pas sa peine en direction du secteur productif. Des signaux objectifs sont envoyés, comme l'atteste la promesse des 41 milliards d'euros d'allègements de charges du Pacte de responsabilité.

Alors simple malentendu avec le monde entrepreneurial, ou au contraire sanction d'une politique d'amateurs qui n'ont jamais pris en compte l'extrême gravité de l'état économique du pays ? Certains ont pu croire au malentendu "réparable" avec l'arrivée de Manuel Valls à Matignon. Depuis l'interview de mi-mandat de François Hollande, il faut plutôt croire au retour soft du déni. La parenthèse "Valls" est refermée.

Optimisme élyséen

Les optimistes – il en est à l'Élysée – parient sur un horizon plus dégagé à partir de 2016. L'an prochain, les élections cantonales de mars et régionales de décembre seront certes perdues par le PS, mais un triptyque favorable aux entreprises se met en place pour le moyen terme. La dépréciation de l'euro accompagnée d'un baril de pétrole à 80 dollars apportera de l'oxygène, le Pacte de responsabilité apportera un soulagement tangible sur le front du coût du travail, le relâchement non sanctionné de la politique budgétaire apportera le surplus de demande indispensable en croissance atone. De plus, la BCE fera le job en accordant aux banques toutes les facilités nécessaires pour que s'ouvrent les vannes du crédit.

Après tout, la Commission européenne prévoit pour la France une croissance de 1,5 % en 2016 (1,7 % en zone

Abonnez-vous au journal Papier + Digital et bénéficiez des nouveaux services b-to-b du nouvel Economiste.fr



Le journal du vendredi 14 novembre

La grande peur de la déflation



[Consulter](#) [S'abonner](#)

Replay

Philippe Becht, Giphar
"Pour les pharmaciens, c'est la transformation du business model ou la fermeture"

Libre opinion

La Francophonie à la croisée des chemins
Quatre urgences à l'aube du XVème sommet de la francophonie

Les plus lus

Gestion privée
Défiscalisation en loi Pinel, le Duflot en mieux

Digital First
Entreprises françaises et transformation digitale, l'inquiétant retard

Ma très chère banque
Vous avez aimé la dernière crise financière ? Vous allez adorer la prochaine, encore plus dévastatrice...


Recherche
Jean Tirole : 5 choses à savoir sur le travail du Prix Nobel d'Economie

Risques systémiques
Le stress test qui contredit les résultats rassurants des banques françaises

L'usufruit remplace la propriété
La consommation à l'usage révolutionne le marketing de l'offre

A voix haute
Christophe Nijdam, analyste bancaire : "Il faut remettre la banque au milieu du village, au service de sa communauté"

Abonnez-vous au journal Papier + Digital et bénéficiez des nouveaux services b-to-b du nouvel Economiste.fr



Moi, élu de la République

euro). Ni le Pérou, ni la Bérézina. François Hollande entend s'en contenter en naviguant d'ici là au plus près. C'était le message subliminal de l'interview de mi-mandat : se cramponner, oui, secouer le cocotier du marché du travail ou de la concurrence, non. En langage socialiste, cela s'appelle une synthèse molle typiquement "solférinienne" – du nom de la rue Solférino, siège du PS. C'est le marqueur du primat persistant de la lenteur politique sur l'urgence de choix économique forts. On gère ce qui est dans les tuyaux. Rien de plus. C'est la deuxième erreur tragique de ce quinquennat.

La première erreur tragique, rappelons-le, aura été la conviction que le matraquage fiscal, ciblé sur les plus favorisés, réduit le déficit budgétaire. L'expérience vient de démontrer le contraire. En prime, si l'on peut dire, le choc fiscal a cassé le ressort de la croissance. Il auto-entretient la peur des investisseurs et paralyse l'embauche. Selon l'Insee, l'industrie manufacturière anticipe un recul de ses investissements de 3 % en 2015. Comment regagner des parts de marché avec de tels scores ?

Collapsus entrepreneurial

Actuellement, la politique Hollande cumule toutes les critiques. Les uns dénoncent les cadeaux aux patrons, et ceux-ci dénoncent les entraves posées sur le pas de leur porte. "Nous descendrons dans la rue à Paris et à Toulouse parce que l'entreprise est cadennassée", explique la CGPME. Les agriculteurs ont déjà organisé leurs propres cortèges, mais les slogans sont interchangeables avec ceux des artisans ou des PME : "laissez-nous travailler, y a le feu dans nos campagnes".

"L'Élysée a déjà refermé la parenthèse des réformes "offensives" à la Valls "

Il suffit de quelques exemples concrets pour comprendre les raisons de la souffrance, voire de la crise identitaire patronale. Florilège. André-Paul Bahuon, le président de la Compagnie des conseils et experts financiers, sur la loi Hamon imposant le droit à l'information du personnel en cas de cession de l'entreprise : "comment expliquer à un dirigeant d'une entreprise exploitant un pressing que pour la vente de son fonds de commerce, il doit organiser une consultation de ses salariés, alors que son voisin plombier en est exonéré. Ce dispositif est une ineptie. La question est de savoir si une mesure idéologique est compatible avec le fonctionnement d'une économie qui demande du souffle, de la fluidité et de la simplicité".

Le Medef assure pour sa part que la meilleure aide publique que le gouvernement pourrait donner serait de renoncer au décret pénibilité qui détaille dix critères de calcul, dont six sont jugés loufoques. Réplique de François Hollande sur TF 1 : "comme c'est compliqué, je vais faire avec un chef d'entreprise du terrain et avec un parlementaire une mission pour qu'ils puissent simplifier au maximum, pour que ça ne coûte rien à l'entreprise". Qui osera prétendre que le gouvernement de la France creuse des trous pour les reboucher ?

Le pire, pour le chef d'entreprise, ce sont les zigzags permanents sur la fiscalité. Dernières nouvelles du front. Le 23 octobre, les dividendes versés par les SA et les SAS (Société anonyme simplifiée) sont assujettis aux charges sociales. "Le retour sur investissement que constituent les dividendes ne peut en aucun cas être assimilé à un salaire", alerte aussitôt Jean-Christophe Fromantin, député UDI. Les Jeunes Socialistes soutiennent le projet mais le gouvernement a reculé. Au lendemain de l'intervention télévisée de François Hollande, la Fédération nationale de l'immobilier se désole : "des gestes inconséquents mettent à bas le plan Valls annoncé à la rentrée". Ah ! N'oublions pas l'offensive du PS contre un Crédit d'impôt recherche a priori sanctuarisé.

Accident industriel majeur

Chacun de ces "gestes" peut avoir sa justification pour corriger tel ou tel abus. Mis bout à bout, ils dissuadent la prise de risque et brisent l'élan vers une reprise potentielle. C'est ainsi que par manque de cohérence et de détermination, ce pouvoir est en train de saper les bases de la réussite de sa propre politique. Encore plus fâcheux, ce pouvoir fraîchement converti à la politique de l'offre est en train de torpiller l'idée même de sa pertinence.

Le passage brutal aux 35 heures a cassé une première fois la compétitivité des usines. Les blocages autour de la stratégie pro-business pourraient cette fois-ci déboucher sur un accident industriel majeur. Tant est fragile le tissu productif français. Les porte-parole du PS à l'Assemblée nationale n'en ont pas conscience. Ils préfèrent qualifier la semaine de mobilisation des chefs d'entreprise de "monde à l'envers" et de "jérémiades de rentiers rabougris". Qu'ils sachent que nous ne sommes plus au XIXe siècle. Qu'ils sachent aussi que les sorties de crise par la grande porte sont toujours les meilleures. Or c'est le temps des rustines, le temps de la synthèse molle.

Par Jean-Michel Lamy

Publié le 12/11/2014

Lettre du Cantal

Un Conseiller général cantalien nous donne sa vision de la réforme territoriale.

FINANCIAL TIMES

Les articles de la semaine

Syndicated articles from Financial Times

Déjeuner avec

Russel Brand, humoriste et activiste anglais : « Je trouve le FT difficile à comprendre »

Martin Wolf

La réforme seule n'est pas une solution pour la zone euro

Télévision payante

La vente des programmes à l'unité ne signe pas pour autant la fin du "bundling"

Risques systémiques

Le stress test qui contredit les résultats rassurants des banques françaises

Calcul politique

Les vraies raisons qui poussent la Grèce à sortir du plan de sauvetage de la troïka

Déjeuner avec

Kevin Pietersen, star du cricket : "En Angleterre, les Sud-Africains hérissent les gens à cause de leur franchise"

Transitions informatiques

Le cloud est certes le futur de l'informatique

WEEK END



Bonnes feuilles

Au fait, qui a tué le juge François Renaud ?

A lire aussi

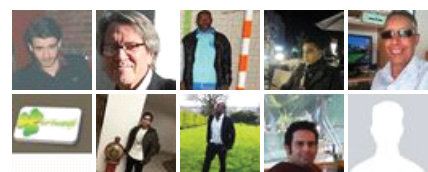
- Théâtre
- Bonnes feuilles
- Art Contemporain
- Les dossiers



Le nouvel Economiste



9 187 personnes aiment Le nouvel Economiste.



Module social Facebook